



# Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°485 du Mercredi 13 juin 2018 - 12<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA

## « GUERRE OUVERTE » CONTRE LES TRAFIQUANTS DU CARBURANT ILLICITE

### Un jeune homme tué par balle sur la rive du fleuve Mono

# Le mort de trop qui nécessite de repenser la gestion de l'opération « Entonnoir »

P.3



**D**epuis son institution par le ministère de la sécurité pour traquer les trafiquants de carburant illicite, l'opération « Entonnoir » a fait plus de dégâts qu'elle n'en a arrangée. La mission confiée aux forces de sécurité semble être une autre dimension. A chacune de ses sorties, cette opération engendre des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants. Et pour cause. Les forces de sécurité interviennent avec des armes à feu et tirent le plus souvent sur tout ce qui bouge.

## LES STRATÉGIES DE LA C14 EN SOUFFRANCE

### Marches, meetings de remobilisation, Togo mort...



**La C14 en manque d'alternative crédible pour attirer la Communauté internationale à sa cause**

P.6

## FACE AUX HARCÈLEMENTS DES TOGOLAIS DE LA DIASPORA

**Emmanuel Macron recadre les débats sur la nouvelle politique de la France en Afrique**

P.3

**MAINTIEN DE FAURE GNASSINGBÉ À LA TÊTE DE L'INSTITUTION SOUS-RÉGIONALE**  
 La présidence dément les informations de tractations des diplomates togolais auprès de la CEDEAO

P.6



**Merd Alors**

**Qui veut tuer le Togo ?**

Dans la recherche de ses stratégies pour se faire une peau neuve, la C14 a, lors de sa conférence de presse lancé un « Togo Mort » pour le 18 juin prochain. La raison de cette initiative, protester contre les étouffements de leurs marches. Une façon pour elle de dire qu'elle maîtrise la situation. Alors beaucoup se sont posé la question de savoir à quoi sert encore cette pagaille ? Si durant quelques mois, cette partie de l'opposition na pas pu faire sortir les populations pour des manifestants, c'est en leur demandant de rester chez elles et de ne pas aller travailler qu'elle peut arriver à atteindre ses objectifs ? Dans ses délires, elle demande à la population de ne pas bouger de leur maison et que les soldats ne pourront aller dans les maisons pour faire sortir les gens pour aller travailler. Quelle mesure de coercition et quel plan d'empêchement dispose la C14 pour empêcher ceux qui veulent aller travailler pour gagner leur pain quotidien de vaquer librement à leurs occupations ? Il faut arrêter de distraire l'opinion. Tout le monde sait très bien que la grande majorité des Togolais vivent de l'informel. Des gens ne gagnent leur pain qu'au jour le jour. Demander à ces messieurs de rester toute une journée à la maison pour des raisons d'intérêts personnels et égoïstes d'une certaine classe politique, c'est faire preuve de sadisme. La C14 doit comprendre qu'elle se trouve aujourd'hui dans une désillusion totale face aux principes intrinsèques de la démocratie. Pendant l'on n'a cessé de marteler que la C14 devrait arrêter de tronquer les aspirations légitimes du peuple contre des ambitions personnelles d'un groupe d'hommes assoiffés par le pouvoir et ceci à tout prix. Mais le Rubicon a été franchi et désormais les désillusions s'enchainent les unes après les autres : l'annulation du voyage de la Coalition à Accra, le voyage en Europe annoncé pour l'Elysée annulé, la remobilisation pour les marches gigantesques des 6-7 et 9 juin 2018 après des meetings en week-end, n'a rien donné. Conclusion pour sauver la face, on organise des conférences de presse pour ne rien dire de concret, si ce n'est pour appeler à un « Togo Mort » qui n'a pas de sens. L'on se demande de quelle manière on « veut tuer le Togo ». Si après des mois de marches sans résultats et qui ont ruiné l'économie du pays il faut encore demander aux populations de rester chez elles pour enfoncer de plus belle l'économie dans les labyrinthes, l'on peut dire qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de ceux qui aspirent diriger ce pays un jour.

**Le Magnan**

**IMPLICATION DANS LE PROCESSUS DE PRÉVENTION D'ALERTE  
L'ANPC forme les médias, les confessions religieuses et la chefferie traditionnelle**

**L'ANPC (Agence Nationale de la Protection Civile) s'est retrouvée le mardi 22 mai 2018 avec les journalistes et responsables de communication et confessions religieuses et de la chefferie traditionnelle pour renforcer leur implication dans le processus de prévention, d'alerte et de gestion des crises de catastrophe au Togo**

C'est à travers un séminaire à l'hôtel La Concorde que l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) a donné l'information sur la thématique de la réduction des risques de catastrophe au Togo. Une rencontre de partage d'informations sur les objectifs de l'Agence qui consiste en l'implication des journalistes et médias dans le processus de prévention, d'alerte et de gestion des crises de catastrophe au Togo. Mise en place en janvier 2017 par décret en Conseil des Ministres, l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) a pour mission de coordonner les actions de toutes les structures intervenant dans la gestion et la prévention des catastrophes en vue d'en limiter les effets et de renforcer la résilience des populations. Près de 155 participants étaient à cette formation destinée à faire connaître aux médias les objectifs de l'Agence, leur impulser la dynamique de communication pour la réduction des risques de catastrophes, élargir le champ de diffusion des bulletins de prévention

et d'alerte, s'approprier le système d'alerte précoce en tant qu'acteurs importants intervenant sur le terrain en vue d'être à même de mieux communiquer sur la question de la réduction de la vulnérabilité des populations. L'objectif c'est de renforcer leur implication dans les thématiques de prévention, d'alerte et de gestion des risques de catastrophes au Togo par une meilleure connaissance des objectifs et missions de l'Agence. Présent à la cérémonie d'ouverture de cette rencontre, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Gal Yark Damehane y a mis un accent particulier : « La thématique de réduction des risques de catastrophe est au cœur des préoccupations mondiales en matière de développement car une catastrophe naturelle peut anéantir en quelques instants des efforts d'années de progrès. Outre les pertes en vies humaines ces dernières décennies, les catastrophes ont affectées plusieurs millions de personnes et occasionnés des pertes

économiques évalués à plusieurs centaines de milliards de dollars à travers le monde. Dans le souci d'accroître la résilience des communautés vulnérables au Togo, le gouvernement espère compter sur l'activité, l'expérience et l'expertise des uns et des autres pour répondre avec efficacité devant ces risques puisque prévenir ou gérer ces catastrophes nécessitent beaucoup de moyens financiers et matériels ». Il a également tenu à rappeler que « le gouvernement togolais avec l'appui des partenaires en développement a consenti beaucoup d'effort pour développer une culture de résilience face aux risques de catastrophe. Au nombre de ces acquis figure la réalisation d'une cartographie des zones à risque d'inondation dans les régions maritime et des savanes, l'élaboration d'une stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes, d'un plan national de contingence, d'un plan d'organisation de secours et l'installation des plateformes régionales dotées de plans d'action opérationnelle ». Des présentations de thèmes sur le processus de prévention, d'alerte et de gestion des crises de catastrophe et des débats ont animé ce séminaire. Le Président de l'ANPC, le Lt Colonel BAKA Yoma dans son rôle a également rappelé la tâche assignée

à son agence : « L'ANPC c'est la coordination de toutes les activités rentrant dans le cycle de la gestion des catastrophes, la prévention, la préparation, la gestion à la réponse, la mitigation et le relèvement donc il était important qu'on puisse se retrouver avec les médias et qu'on puisse parler le même langage lors des situations d'urgence. Ça fait déjà un an que nous sommes opérationnels et nous avons menés beaucoup d'activités. Après la création de l'agence, nous avons menés des activités d'assurances aux sinistrés des inondations de 2017 dans la région du Bas-mono, à Tchamba et presque sur toute l'étendue du territoire national. A ce jour nous avons fait un bulletin d'information sur les inondations pour les mois de Mars, Avril et mai 2018 et nous avons réalisés une tournée de sensibilisation dans les préfectures à haut risque et l'alerte précoce, nous y veillons permanemment pour éviter des surprises. Ce séminaire à l'intention des journalistes, c'est pour leur donner la bonne information à donner au public et surtout recadrer la collaboration entre l'ANPC et les médias ».

**Joanita BLAVO-TSRI**

**LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA**

**EAWA pour une Afrique sans SIDA à l'horizon 2030**

**EAWA « Mettre fin au Sida en Afrique de l'ouest », le projet a été lancé le jeudi 24 mai 2018 à l'hôtel du 2 février à Lomé sur l'initiative de l'Agence Américaine pour le développement International (USAID) en partenariat avec l'organisation non-gouvernementale américaine de santé familiale Hhi360 et le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS-IST)**

L'épidémie de VIH en Afrique de l'ouest est variée et complexe. La prévalence chez les adultes varie considérablement d'un pays à l'autre et se situe en général entre 1 et 5 dans la population. Bien que des efforts aient été déployés pour freiner les nouvelles infections et des progrès observés des défis importants persistent. Cependant mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique en Afrique de l'Ouest d'ici 2030 reste à la portée des populations. C'est justement pour cela qu'un accord de coopération de 5ans qui s'étendra de 2017 à 2022, le projet EAWA vient accélérer les progrès vers les objectifs 90-90-90 et une génération sans Sida à l'horizon 2030 à travers l'USAID. Plusieurs projets de lutte contre le VIH sida ont été mis en œuvre dans les différentes régions. EAWA le nouveau projet va mettre plus l'accent sur le renforcement des partenariats au niveau national et régional pour la levée de fond, le renforcement de l'apprentissage sud-sud et la durabilité des acquis. EAWA se positionne comme un levier afin d'apporter une réponse innovante et pérenne à la prévention et la prise en charge du VIH sida en Afrique de l'ouest. Le projet cible les populations clés qui ont des

prévalences nettement supérieure au moyen national et sont marginalisé dans l'accès aux séances de soins et de traitement. Il est évident que sans une action volontariste pour prendre en charge ces populations, dans la lutte contre le sida, les objectifs 90-90-90 s'éloigneront. Le moment est certes grave car la pandémie est toujours à nos portes mais l'espoir demeure car fondé sur l'action comme ce projet qui met en branle l'énergie positive de tous les partenaires et au premier desquels les gouvernements des pays. Prof Vincent PITCHE, coordinateur national du conseil national de lutte contre le sida cadre le champ d'action du projet EAWA sur le territoire national: « le projet va intervenir sur une population particulière et le projet n'a pas vocation de couvrir tous les services donc il faut s'assurer que ces populations vont seulement avoir ces services mais aussi que tous les intervenants travaillent dans le cadre du plan stratégique nationale et que les interventions qu'ils mènent correspondent bien aux actions déjà réfléchies et mises en œuvre dans le pays pour qu'il y ait des synergies et s'assurer que les partenaires vont dans le bon sens ». Selon l'ONUSIDA, 42% des personnes



vivant avec le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre connaissent leur statut sérologique, 35% sont sous Anti rétroviral (ARV) et environ 25% seulement ont une charge virale supprimée. Le projet EAWA vise à permettre d'ici 2020 à 90% des personnes vivant avec le VIH de connaître leur statut sérologique, permettre à 90% des personnes infectées par le VIH dépistées de recevoir un traitement anti rétroviral durable. « A travers ce projet, nous avons deux axes essentiels : le premier axe c'est la mise en place de centres d'excellence pour les populations, centres qui sont des creusets de bonnes pratiques, de méthodes, de processus d'apprentissage, de formation et vont développer des partenariats avec des acteurs de la société civile, les associations identitaires, les pharmacies, les cliniques, les

laboratoires pour ensemble disséminer les meilleures pratiques, faire de la recherche à travers la création d'évidences, les tester avec les centres d'incubation qui vont être mis en place. C'est vraiment une plateforme multidisciplinaire mais qui va travailler de façon globale du VIH Sida au niveau des populations clés » souligne Souley WADE, chef du projet EAWA ». Le projet EAWA bénéficie d'une dotation financière globale de 16,5 millions de Dollar US soit 10 milliards de FCFA par l'USAID avec une durée de vie de cinq (05) ans. Le programme est mis en œuvre de septembre 2017 à septembre 2022 dans les six pays prioritaires que sont le Togo, le B-F, le Bénin, la Guinée, le Cameroun et la Cote d'Ivoire.

**Joanita BLAVO-TSRI**



« GUERRE OUVERTE » CONTRE LES TRAFIQUANTS DU CARBURANT ILLICITE

# Un jeune homme tué par balle sur la rive du fleuve Mono

**Le mort de trop qui nécessite de repenser la gestion de l'opération « Entonnoir »**

Depuis son institution par le ministère de la sécurité pour traquer les trafiquants de carburant illégitime, l'opération « Entonnoir » a fait plus de dégâts qu'elle n'en a arrangés. La mission confiée aux forces de sécurité semble être une autre dimension. A chacune de ses sorties, cette opération engendre des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants. Et pour cause. Les forces de sécurité interviennent avec des armes à feu et tirent le plus souvent sur tout ce qui bouge.

## La dernière sortie

Des hommes armés ont semé la terreur le vendredi 8 juin 2018 dans le village de Tokpli dans le Yoto. Il sonne 7h30, un véhicule banalisé fait éruption dans le village de Tokpli au bord du fleuve Mono communément appelé DENNOU. Village frontalier à Latevi Kondji au Bénin. Le coin est réputé pour desservir Tokpli en carburant frelaté (Boudé). A l'arrivée du véhicule en question, les occupants, à leur décente, ouvrent le feu sur les personnes présentes sur les lieux. Du gaz lacrymogène et des tirs à balles. Louis Kokou ANOUMOU, 18 ans, conducteur de Taxi moto est touché. S'il se retrouve sur les lieux, c'est parce qu'il devait remettre l'argent de trois (3) bidons de SODABI à l'un de ses grand frère. "Je l'ai envoyé la veille chez un de mes clients à GBOTO, il devrait venir me voir sur la rive pour me remettre l'argent" confie Senyo KOGNOVI. Louis est touché par une balle (Projectile d'arme à feu) et souffre d'une lésion traumatique de 2,5 cm selon l'infirmière de l'Unité de Soins Périphérique (USP) de la localité où il est évacué aux environs de 11 heures. Selon ce dernier, le capitaine de la ville de Tabligbo, qui s'est également déplacé sur les lieux parle de balle en caoutchouc. Louis rend l'âme vers 18h à l'hôpital de Tsévié où il a été référé. "C'est la deuxième fois que nous subissons ce rafle" confie un témoin. Pour cette fois ci, 10 motos et 8 tonnes d'essence frelaté ont été emportés.

Pour rappel, le trafic illégitime des de l'essence frelaté reste et demeure interdit sur l'ensemble du territoire national. Louis se trouvait-il à un mauvais endroit à un mauvais moment?

## Réaction du ministre de la sécurité

Le ministre de la sécurité et de la protection civile déplore l'incident malheureux survenu le vendredi 8 juin 2018, lors des affrontements entre une cellule de l'opération "Entonnoir" et un groupe de trafiquants de carburant, occasionnant un mort et plusieurs blessés.

Dans un communiqué rendu public, l'autorité présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée et un prompt rétablissement aux blessés. Toutefois, il rappelle aux populations que le trafic de carburant par des voies, autre que celle autorisée, qui constituent un danger sécuritaire aussi bien pour le trafiquant que pour la population environnante, nonobstant son caractère de sabotage de l'économie nationale, est strictement interdite sur toute l'étendue du territoire national. Par ailleurs, il demande une franche collaboration des populations et compte sur leur bonne compréhension.

## Lire l'intégralité du communiqué

Le vendredi 8 juin 2018, un grave incident s'est produit entre une équipe de la cellule "Entonnoir" et un groupe de trafiquants de carburant à Tokpli, dans la préfecture de Yoto. Cet incident a occasionné des blessés aussi bien des éléments des forces de sécurité

que des trafiquants, dont un succombera plus tard des suites de ses blessures. En effet, la cellule "Entonnoir", informée de l'arrivée d'embarcation de carburant par le fleuve mono à hauteur de Tokpli, y a dépêché une équipe pour intercepter le produit et procéder aux saisies d'usage.

Au cours de son intervention, cette équipe a été violemment prise à partie par les jeunes trafiquants virulents et surexcités. Ayant constaté que les éléments des forces de sécurité ont épuisé leurs stocks de grenade lacrymogène, ces jeunes trafiquants ont tenté d'encercler ceux-ci, après avoir érigé des barricades enflammées par endroit sur l'axe routier entre le rivage et le fleuve. C'est alors que des tirs de sommation ont été effectués pour dissuader des manifestants et permettre aux éléments de s'exfiltrer. Malheureusement, un trafiquant a été touché. Il est rapidement évacué à l'hôpital de Tsévié où il a succombé quelques heures plus tard des suites de ses blessures. L'agent auteur des tirs, a été mis aux arrêts, et une enquête est ouverte pour faire la lumière sur les circonstances de cet incident.

Le ministre de la sécurité et de la

protection civile présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée. Toutefois, il rappelle aux populations que le trafic de carburant par des voies, autre que celle autorisée, qui constituent un danger sécuritaire aussi bien pour le trafiquant que pour la population environnante, nonobstant son caractère de sabotage de l'économie nationale, est strictement interdite sur toute l'étendue du territoire national. Il demande une franche collaboration des populations et compte sur leur bonne compréhension.

La version des ressortissants de Tokpli Selon cette version qu'ils qualifient de 'vraie', les éléments de cette opération, dès leur arrivée dans le village à bord d'un véhicule immatriculé RT 4224 AG, ont ouvert le feu face à des habitants de Tokpli 'inoffensifs', surtout 'aux mains nues'.

« Les tirs nourris à balle réelle des éléments de l'opération Entonnoir ont atteint le territoire béninois au point où une délégation des forces de sécurité béninoise s'est rendue le même jour, le 8 juin 2018 à Tokpli en traversant le Mono. Ils ont été accueillis par leurs homologues du Togo », indique la déclaration de circonstance.

Le jeune Louis Anoumou, non concerné selon eux par la vente du carburant illégitime pour laquelle les éléments de l'opération Entonnoir débarquent pour la 2ème fois en moins d'un mois à Tokpli, se dirigeait au bord du fleuve Mono où se trouvaient des revendeuses où il prend d'habitude son petit déjeuner.

« C'est ainsi qu'il a été abattu par les éléments de l'opération venant en sens opposé », poursuit la déclaration.

L'URT a également dénoncé le fait que les éléments de l'opération ont empêché des jeunes du village qui voulaient secourir la victime qui venait de recevoir une balle. « Cette fois-ci, ils ont tiré des balles en caoutchouc, ce qui a occasionné des blessures au dos d'un autre jeune homme », note-t-on toujours dans la déclaration.

## Revoir le système de la traque

Au-delà de la kyrielle d'indignations et de commentaires qui vont bon train et qui fusent de partout dans l'opinion, l'on constate que les rues de la capitale Lomé, sont toujours jonchées des vendeurs de ce carburant frelaté.

Une situation qui amène à se poser moult interrogations sur la considération qui est donnée à l'Opération Entonnoir par les concitoyens qui s'aventurent dans ce commerce et surtout l'évaluation qui est fait des risques de ce trafic.

Selon les chiffres communiqués par le ministère de la sécurité, en 2016 480000 litres de carburants frelatés ont été saisis contre 560 000 litres pour le compte de l'année 2015. 84 véhicules et 93 motos impliqués dans ce trafic ont été saisis contre respectivement 532 et 143 en 2015.

C'est déplorable que pour la traque des trafiquants de carburant frelaté on en arrive à avoir des morts sur le dos. Ceux qui perdent la vie sont des Togolais qui cherchent leur pain quotidien. A ce point, au regard du degré pris par la

commercialisation de ce produit illégitime, il serait bienséant que le gouvernement réorganise le secteur comme il a su bien le faire dans le secteur de taxi-moto. Et comme cela, les pratiquants de ce commerce du carburant frelaté pourront contribuer à l'économie nationale en payant les impôts. Ce commerce étant dans le secteur informel, la DOSI pourrait s'en charger et aider à ce qu'il n'y ait plus de morts inutiles. Bien plus, il faudrait qu'au niveau de ministère de la sécurité, on puisse former les agents de la sécurité qui interviendront dans la lutte contre le trafic du carburant illégitime. Une unité composée de la police et de la gendarmerie pourrait être mise sur pie à cet effet. Ce qui pourrait éviter des débordements de part et d'autre.

L'essence frelatée, il faut le reconnaître cause trop de dégâts parce que mal conservée, il est à l'origine des incendies provoquant morts et désolation au sein des communautés togolaises. Cette opération a aussi coûté la vie aux forces de sécurité qu'on envoie sur le terrain. L'on avait enregistré la mort de plusieurs d'entre elles, lorsqu'un des véhicules transportant la cargaison saisie a pris feu. Pour mettre fin à tout ceci, il faut prendre des mesures adéquates en vue d'arrêter l'hécatombe. Si les autorités en charge de la protection civile parviennent à le réglementer ceux qui se hasarderont à contourner la loi, vont en subir la rigueur.

Abass ISSAKA

## FACE AUX HARCÈLEMENTS DES TOGOLAIS DE LA DIASPORA Emmanuel Macron recadre les débats sur la nouvelle politique de la France en Afrique

Les Togolais de la diaspora, proches de l'opposition sont devenus très forts dans l'art d'interpeller les institutions et personnalités de premier rang sur le plan international. Ce fut encore le cas en fin de semaine dernière quand ceux de Montréal au Canada, s'y sont mis également. L'arrivée du président français Emmanuel Macron dans le cadre de la réunion du G7, a été pour eux l'occasion rêvée. Mais la réponse de ce dernier fut sans appel. Ils avaient joué la même comédie il y a quelques semaines de cela aux Etats Unies avec Emmanuel Macron

« Chassez le naturel et il revient au galop », c'est l'adage qui convient parfaitement à certains de nos compatriotes de la diaspora. Leur désir de voir le président français Emmanuel Macron, décréter le départ de Faure Gnassingbé du pouvoir est tout simplement insatiable. Bien que ce dernier se soit prononcé plus d'une fois sur la situation qui prévaut sur la scène politique togolaise depuis août 2017, ils ne manquent pas la moindre occasion de faire une nouvelle tentative.

L'opposition togolaise a de nouveau tendu un piège à cons au Président de la République Française sur la situation politique qui prévaut au Togo. Dans une agression verbale, un supposé Togolais, s'en est pris à Macron au Canada, peint la situation politique en noir et demande, comme si Macron était le tuteur du Togo, son intervention pour mettre fin au régime constitutionnellement installé.

« (...) Le temps où la France va expliquer à un Chef d'Etat africain, il faut partir, il faut faire ci et ça, ce temps est révolu » lui a répondu Emmanuel MACRON face à l'indécente insistance de cet « opposant » togolais qui l'a interpellé ce jeudi au cours d'un

déplacement qu'il effectue à Québec dans le cadre du sommet du G7.

En effet, ce supposé Togolais de la diaspora sûrement proche de l'opposition à qui d'ailleurs le Président MACRON a signifié dans la vidéo qui circule qu'il ne représente pas à lui seul la voix de tous les Togolais, prétendait parler au nom de ceux ci et demande au Président français d'intimer au Président de la République Togolaise l'ordre de quitter le pouvoir. La réponse de son interlocuteur a été sans ambages, « il faut qu'il y ait des élections pour que le peuple le décide ».

Emmanuel MACRON évite ainsi pour une énième fois le piège de l'opposition togolaise qui tente de le pousser dans « une pratique révolue » qui consistait pour la France à décider pour les peuples africains de la légitimité de leurs dirigeants.

MACRON avait dit non à Abidjan, il avait dit non à Accra et il vient encore de dire non à Québec au Canada. « Je respecte la souveraineté des Chefs D'Etat africains et m'aligne sur les recommandations de l'Union Africaine pour des élections libres et transparentes qui permettent au peuple de décider de l'alternance ».

Pourquoi les Togolais persistent à vouloir embarquer tout le monde dans nos affaires intérieures ?

Le combat politique ne se fait ni à l'Élysée, ni au Quai d'Orsay encore moins en poursuivant et en harcelant le président d'un autre pays avec les problèmes d'un autre pays. Ces prétendus togolais qui jettent ainsi le ridicule sur l'ensemble des Togolais se sont certainement fait naturaliser citoyens d'autres pays, ils donnent l'impression de compatir aux difficultés des Togolais mais dans la réalité, ils se croient indispensables par le seul fait de vivre dans ces pays là. C'est ridicule. L'époque où la diaspora était seule détentrice du savoir est bien révolue. On se rappelle le mauvais rôle joué par ces ex-togolais dans la déchéance du Togo avec la conférence nationale bâclée de 1991. Ça n'arrivera plus de toute façon, puisque désormais on veille au grain.

Il faut rappeler que ce n'est pas la première fois que des Togolais de la Diaspora interpellent de façon peu orthodoxe la Président français Emmanuel Macron d'intervenir dans les affaires togolaises et demander à Faure Gnassingbé de partir. Comme

toujours, ce dernier n'a pas manqué de rappeler à ceux qui l'interpellent que la France n'a pas à s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre pays. Pour lui l'Union Africaine et la CEDEAO sont déjà en train de gérer la crise. Quand Macron parle d'alternance, c'est une alternance à travers les urnes et non une alternance par la rue. Et celui-ci ne cautionnera jamais une révolution qui conduit au renversement d'un pouvoir démocratiquement élu et en cours de mandat.

Le comportement de ces soi- de la diaspora frisent un peu le ridicule. L'on se demande s'ils maîtrisent le droit international. Il n'appartient pas à un Président d'un autre pays, fût-il de la France d'imposer un chef d'Etat à un autre pays africain et de faire pression sur un Président élu comme lui, de partir. C'est d'ailleurs ce que Macron fait toujours comprendre aux agitateurs qui lui demandent d'agir en prenant une décision qui viole la souveraineté ou la constitution d'un autre pays.

T. Bagoudou



## ENVIRONNEMENT

# La problématique de la gestion des sachets plastiques non-biodégradables au Togo

## Un véritable casse-tête pour le gouvernement

*La gestion des sachets plastiques non biodégradables au Togo est un « casse chinois » que nous pourrions désormais appeler un « casse-tête togolais ».*

En effet, depuis bientôt un quart de siècle, l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables comme emballage est devenue un des éléments récurrent dans le vécu quotidien de la plupart des togolaises et togolais tout strate de niveau de vie confondu.

D'aucuns nous disent que cette utilisation exponentielle de ce type d'emballage est due à l'émergence industrielle des pays comme la Chine, l'Inde, le Singapour, etc. D'autres par contre nous disent que cette utilisation serait due à l'implantation au Togo de la zone franche industrielle de certaines usines de fabrication de ces sachets plastiques.

Pour notre part, nous disons que les uns et les autres ont raison car que ce soit de l'extérieur ou de l'intérieur, l'essentiel, c'est que le Togo notre pays est depuis deux décennies inondé de sachets plastiques non biodégradables appelés « kpono kpèté ».

Mais comment notre pays en est-il arrivé là et quels sont les voies et moyens que nos dirigeants ont empruntés pour éradiquer ce mal ?

A travers cet article, nous allons tenter d'apporter quelques approches de réponses.

Il n'est plus surprenant pour personne au Togo d'entendre parler de la création d'une zone franche industrielle et des bonnes relations commerciales qui existent entre notre pays le Togo et les pays émergents suscités. Si tel est le cas, l'on ne serait étonné de l'origine des sachets plastiques non biodégradables au Togo.

Selon certaines indiscretions, nos dirigeants, ont mis en place en amont des conditions incitatives pour toute transaction commerciale notamment, pour l'importation, la fabrication et la commercialisation de la plupart des produits manufacturés à l'instar de ces fameux sachets plastiques non biodégradables.

Mais force est de constater qu'outre ces conditions incitatives, aucune autre mesure propre à la gestion de ceux-ci n'a été prévu en aval. Pris de cours, nos dirigeants depuis plusieurs mois ont commencé par multiplier des communiqués et des décrets pris soit en conseil des ministres soit en communiqués conjoints, interministériels.

Rattrapés par l'histoire des immondices des sachets plastiques non biodégradables, nos dirigeants ne « dorment » plus de même que les organisations de la société civile (ONG, Associations voire même les partis politiques à l'instar du parti Vert du Togo, Afrique Togo Ecologie, A.T.E.).

Tentés certainement par le souci d'augmenter les recettes de l'Etat par la perception des droits et taxes d'impôts et douanes imposables aux usines de fabrication et aux commerçants d'importation la prolifération des sachets plastiques non biodégradables au Togo devient un sérieux problème que les environnementalistes ne tardent pas à qualifier de problème de santé publique.

Certes à l'heure actuelle, la gestion des déchets plastiques représenterait une lourde charge pour nos communes si effectivement celles-ci devraient s'y impliquer. N'est-ce pas que cela constituerait une source génératrice d'emplois pour celles-ci pouvant absorber ainsi une main d'œuvre sans cesse croissante en quête d'emploi dans notre pays ? Aussi, cette gestion serait salubre et fort appréciée par la jeunesse togolaise.

Le citoyen lambda souffre quotidiennement des conséquences sans cesse croissantes des effets corollaires de ces sachets, le pouvoir public se cherche et se demande certainement comment s'y prendre pour gérer ce dossier aussi épineux que la pauvreté et les dépotoirs dans lesquels nous croupissons.

De Conseils en Conseils de Ministres, de Décrets en Décrets ou de Communications en Communications,

le problème demeure car la méthodologie avec laquelle ces derniers adoptent pour y remédier ce problème à notre avis n'est pas la meilleure. Les méthodes les plus appropriées afin d'éradiquer ce mal existe. Il faut les chercher ! N'est-ce pas sous d'autres cieux ces sachets plastiques sont transformés en pavés ! Et alors pourquoi pas au Togo ?

Oui la gestion des sachets plastiques non biodégradables, est un véritable « casse-tête » pour les gouvernants togolais. A titre d'exemple, en douze mois (du 05 janvier 2011 au 28 décembre 2011), quatre Conseils de Ministres sont tenus, et chacun de ces Conseils des Ministres à trait à « notre fameux dossier de sachets plastiques non biodégradables ».

Chers lecteurs, pour votre propre gouverne en voici les quelques extraits issus de ces conseils de Ministres :

Conseil des Ministres du 05 Janvier 2011 : extrait  
Décret portant sur les modalités de gestion des sachets et emballages plastiques au Togo. Conjointement présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, du ministre de la Santé, du ministre de l'Eau de l'Assainissement et de l'Hydraulique villageoise, du ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités

locales, du ministre de l'environnement et des ressources forestières et du ministre de l'industrie, de la zone franche et des innovations technologiques. Ce décret vise à réglementer dans notre pays la production, l'importation, la distribution, la commercialisation et l'utilisation des sachets et emballages plastiques.

Le présent décret qui est conforme aux dispositions des instruments juridiques internationaux relatifs à la gestion des déchets ratifiés par le Togo à pour objet entre autres la prévention et la réduction du volume des déchets plastiques et de leur nocivité, leur valorisation par le recyclage, la lutte contre les effets nocifs des déchets plastiques sur la santé humaine. NB : Il est assorti de ce décret n° 2011-103/PR du 05 janvier 2011, deux dates butoirs à savoir : La date du 05 juillet 2011

**La date du 05 octobre 2011.**

**Conseil des Ministres du 24 novembre 2011 : extrait**

Au titre des communications, une communication conjointe des ministres de l'environnement et des ressources forestières, du ministre de l'eau, de l'assainissement et de l'hydraulique villageoise du ministre de la santé et du ministre du commerce et de la

promotion du secteur privé sur la mise en œuvre du décret n° 2011-103/PR du 05 janvier 2011 fixant les modalités de gestion des sachets et emballages plastiques.

Cette communication a confirmé les dates des 5 juillet 2011 et 5 octobre 2011 pour la fin de l'importation et de la production des sachets non biodégradables qui polluent notre environnement. La communication a également rendu compte des mesures retenues après concertation avec les industriels pour la fabrication des sachets biodégradables.

Des contrôles seront opérés bientôt sur le territoire pour imposer la mise en œuvre effective des dispositions du décret visé.

**NB : La question que le citoyen peut se poser est la suivante : où en sommes-nous pour ce contrôle ?**

**Conseil des ministres du 28 décembre 2011 : extrait**

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières a également fait le point au conseil des ministres sur la fin attendue de la commercialisation et de l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables.

Sur ce point, la date butoir est le 15 janvier 2012 : les industriels sont sensés, à cette date-là, avoir écoulé le reste des stocks de sachets non biodégradables produits, pour ne plus en avoir à écouler le reste des stocks de sachets non biodégradables produits, pour ne plus mettre en vente que des sachets biodégradables (temps de vie : 16 à 60 mois maximum).

**NB : Où en sommes-nous ?**

En effet, nul ne peut ignorer que la gestion des sachets plastiques constitue des enjeux sanitaires et environnementaux qui sont de plus en plus reconnus par les acteurs de la coopération internationale, alors pourquoi ne pas les associer à une gestion aussi saine et durable de ce dossier de sachets plastiques non biodégradables ?

Des communiqués interministériels viennent encore d'être pris avec des dates butoirs. NOW, YOU WAIT AND SEE!

Ensemble, réfléchissons. A travers cette plume de notre parti politique « Afrique Togo Ecologie » « ATE » un cri d'alarme est lancé... Battons tous ensemble hors de danger de nuire ce « casse-tête togolais ».

**Irénée Nissao NAPO,  
Délégué National de l'ATE**

## SPORT

## La Fédération Togolaise de Football soutient le projet non à la violence dans les stades

La fédération togolaise de football (FTF) accorde une importance particulière au projet non à la violence dans les stades. Après avoir reçu le porteur du projet Erick Matchame à qui il a affirmé tout le soutien du Comité Exécutif, le Président de la FTF, le Lieutenant-Colonel Guy Kossi Akpovy passe de la parole à l'acte.

Le Samedi 9 juin 2018, le Secrétaire Général de la fédération togolaise de football, Pierre Lamadokou, sur instruction de son Président, a procédé à la remise d'un lot de vingt (20) ballons de foot à Erick Matchame, pour le soutenir à récompenser les participants du grand gala de football qu'il organise dans le cadre de l'exécution du projet non à la violence dans les stades cette année.

Nous suivons de loin tout ce que vous faites et nous ne ferons que vous remercier et vous encourager. La fédération manque de moyens



pour vous soutenir financièrement mais il n'y a pas de doute si vous avez besoin des techniciens pour vous appuyer a confié Pierre Lamadokou.

Le projet Non à la violence dans les stades est conçu pour aider les autorités politiques et sportives du Togo à éradiquer les actes de violence avant, pendant et après chaque match de football sur toute

l'étendue du territoire national. Cette année, le projet est soutenu par le Ministère de la communication, de la culture, des sports et de la formation civique du Togo; la fédération togolaise de football; l'équipementier Sergio et le Réseau des Médias pour la Paix par le Sport (RMPS).

**Abel ZINDODJI**



# ON DIT QUOI

## La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«Nous n'attendons rien de la CEDEAO ni de la Communauté Internationale». Ce sont là les délires d'un vieux politicien, conseiller d'un parti politique l'ADDI qui a participé à l'élection présidentielle de 2015 et actuel député à l'Assemblée nationale. Lui, c'est François Kambatib qui croit que sans la CEDEAO et la communauté internationale, le Togo peut s'en sortir. Si l'on n'a pas besoin de ces institutions, pourquoi à chaque fois qu'il y a une crise, on a toujours tendance à « gambader » vers elles pour nous trouver des solutions ? C'est vraiment déplorable que lorsqu'on se trouve devant des micros des chaînes de radio et pour faire plaisir aux naïfs en politiques, on se permet de parler « wouya wouya » sans mesurer la portée de ce qui sort de sa bouche. Comme on le dit souvent, si ce qu'on veut dire n'est pas mieux que le silence, il vaut mieux se taire. Les



togolais qui ont créé cette crise qui secoue le pays depuis le 19 Août 2017, sont aujourd'hui dépassés par les événements. Celui-là qui a voulu provoquer la révolution en organisant l'insurrection pour faire partir Faure du pouvoir se trouve où actuellement ? L'on ne sait pas si c'est la sénilité qui fait que certaines personnes plus âgées qui en principe devraient

donner de sages conseils pour sortir le pays de la crise, se permettent de verser dans des balivernes. C'est dommage ! Si l'on n'attend rien de la CEDEAO ni de la Communauté internationale, que nous propose ce François Kambatib ? A l'entendre parler on a l'impression qu'il se perd très souvent dans ses raisonnements. Tout le monde sait aujourd'hui que les Togolais ne maîtrisent plus la crise. Et c'est la CEDEAO qui a pris le dossier en main. Pourra-t-il demander aux uns et autres de rejeter ce que l'institution sous-régionale va proposer ? Puisque, après avoir écouté les protagonistes de la crise qui sont en discussion, si rien de concret ne sort et qu'ils n'arrivent pas à s'entendre, la CEDEAO ou la communauté internationale va décider à notre place et personne ne pourra brocher. Alors, trêve de gesticulations !

## Courtes contre la montre

### S'ils pouvaient mobiliser !

Eh oui ! Si les réseaux sociaux pouvaient mobiliser, il y a longtemps que les 7 millions de togolais que nous sommes et même les bébés qui sont dans le ventre de leurs mamans en instance de venir goûter l'enfer sur terre seraient déjà dans les rues pour conclure la lutte. En effet, dès que l'opposition lance des mots d'ordre pour des manifestations, il se trouve des gens cachés derrière leurs claviers et autres téléphones portables pour envoyer des messages envoûtant de mobilisation. C'est ainsi qu'on pouvait les entendre crier à tue tête ou écrire des messages incendiaires pour demander aux populations de sortir beaucoup plus nombreuses pour bouler out le pouvoir en place. L'on peut lire ou écouter, « ce pouvoir cinquantenaire doit vider le plancher », ou encore « 50 ans, ça suffit » ou « Faure must go ». Tout ceci ressemble à une comédie ou des gens qui comme, dans des couvents de vaudou tombent en transe parce que ne sachant ce qu'ils racontent. Ces messieurs sans aucune éducation vont jusqu'à faire l'apologie de la violence comme on a pu le voir dans un passé récent avec ces histoires de « Radios Milles Collines au Rwanda. Et la plupart de ces incitateurs à la haine tribale et à la guerre ne sont pas au pays. Si l'on prend l'exemple, le dernier des meetings organisés les week-ends dans certaines localités environnantes et quartiers de la capitale, ces gens ont à travers les réseaux sociaux, passé des messages de mobilisation. L'on avait cru que ça allait donner que ça allait donner quelque chose. Mais rien. Aujourd'hui encore, à l'appel de la C14 des autres marches en week-end, les mêmes loubards ne s'en lassent pas et envoient des messages pour demander aux populations de sortir massivement pour les marches. En tout cas, si les réseaux sociaux pouvaient mobiliser...

### PNP ou C14 ?

C'est la question que se posent certains analystes de la politique togolaise. En effet, en plein week-end, des messages ont commencé par circuler sur les réseaux sociaux appelant aux manifs ou marches de trois jours sur toute l'étendue du territoire national. Et selon les informations, l'annonce a été faite lors de la réunion hebdomadaire du PNP de Tikpi Atchadam. Et la polémique a commencé par se faire jour. Qui organise les marches. Certains prétendent que Jean Pierre Fabre et Cies ayant échoué, Tikpi Atchadam et son parti veulent reprendre la main. Et l'intervention de leader du PNP en dit long. Cette fois-ci ce n'est plus l'affaire des partis politiques. Tout le monde doit être impliqué. Société civile, syndicats et autres sont appelés à se joindre à ces manifestations programmées. Voilà qui est clair que le PNP est en train de se démarquer. A cet appel du PNP, la Coalition n'a pas réagi. C'est par après qu'on a vu dans une lettre du ministre Payadouwa BoukpeSSI qui redéfinissait les itinéraires les noms du CAP 2015, le Groupe des Six, PNP et Santé du peuple. On a fini par conclure que sans le PNP Jean Pie Pie et les siens ne pourront rien. Parce qu'il fut un temps où la Coalition avait lancé des jours de manifestations. Mais quand le PNP n'a pas été d'accord parce que n'étant pas consulté, ces marches ont été ajournées. Il en est de même ou le PNP est arrivé à imposer aux siens que les marches ne pourraient pas tenir les vendredis. Et c'est ce qui se fait. Comme quoi, les désirs du prince Atchadam sont les ordres.

### Qui chasse sur son terrain ?

Lors de la remobilisation de leurs militants pour reprendre les marches, la C14 organisé deux week-ends successifs, des meetings dans plusieurs quartiers de la capitale. Des répartitions ont été faites entre les différents leaders de la Coalition. Certains devraient se retrouver à Baguida, d'autres à Avenou et d'autres encore à Agoe Zongo. C'est ce dernier point qui a constitué la pomme de discorde entre l'ANC et le PNP. En effet, Jean Pierre Fabre au lieu de rester dans son coin a décidé de venir chasser sur le terrain de Tikpi Atchadam. C'est le fief du PNP. Ce qui a irrité le conseiller spécial du Président du PNP, Tchaticpi qui n'a pas manqué de cracher son venin sur cette conquête du chef de file de l'opposition. Il s'est enflammé en demandant à Jean Pierre Fabre ce qu'il vient chercher à Agoe Zongo. « Ici, les populations sont déjà débout. Les gens sont déjà réveillés. Il n'a qu'à aller dans les zones de Bè, Nyekonapké et autres lieux où ça dort », a dit en substance le Conseiller spécial de Tikpi Atchadam. Au niveau de l'ANC, l'on n'a pas apprécié cette sortie de M. Tchaticpi qui met à mal la cohésion du groupe. Aujourd'hui, il va se poser un véritable problème de leadership au sein de cette coalition où on semble se glisser des peaux de bananes. Avec tous ces problèmes on est en train de faire du saupoudrage pour faire croire que tout va au mieux au sein de cette coalition. Mais les vraies problèmes vont surgir lorsque le ton pour la course aux élections va être donnée. En attendant, c'est du wait and see !

## Le Magnan Libéré

### Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

#### Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

#### Responsable commercial

Bertine ADJAHO

90 36 97 10

#### Mise en page :

Magnan

#### Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

#### Tirage :

2000 exemplaires

**Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr****COMMISSARIAT GENERAL**

### Communiqué conjoint pour le lancement de l'opération de collecte de données sur les activités économiques dans la ville de Lomé

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales,

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile,

Le Président de la Délégation Spéciale de la Ville de Lomé

Communiquent :

Afin d'actualiser les données en sa possession, le Ministère de l'Economie et des Finances par le biais de l'Office Togolais des Recettes, organise, en collaboration avec la Commune de Lomé, une opération de recensement de toutes les activités économiques formelles et informelles dans la ville de Lomé à compter du **28 mai 2018** pour une durée de trois mois (03) mois.

Pour faciliter le travail des agents recenseurs qui seront identifiés par le port d'un **badge**, il est demandé à la population cible de leur réserver un bon accueil et de répondre en toute sincérité aux questions qui seront posées.

Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Président de la Délégation Spéciale de la Ville de Lomé comptent sur le civisme de tout un chacun en vue de l'heureux aboutissement de ce projet et remercient d'avance la population pour sa bonne collaboration.



LES STRATÉGIES DE LA C14 EN SOUFFRANCE

# Marches, meetings de remobilisation, Togo mort...

## La C14 en manque d'alternative crédible pour attirer la Communauté internationale à sa cause

**Depuis le début du dialogue inter-togolais démarré le 19 février 2018, la coalition des 14 partis politiques n'arrive plus à drainer du monde dans les rues comme elle l'a toujours fait à partir du 19 août 2017, où les manifestations de protestation contre le pouvoir de Faure Gnassingbé ont été relancées par Tikpi Atchadam, président national du Parti national panafricain (PNP). Les derniers meetings de remobilisation des troupes n'ont apparemment pas changé la donne. Le gouvernement togolais qui, à chaque appel à manifester, brandit l'engagement pris par les deux parties en ce qui concerne la suspension des manifestations durant le dialogue, est toujours à la manette, non pas pour interdire comme ce fut le cas plusieurs fois déjà, mais imposer d'itinéraires aux organisateurs lors des dernières manifestations des 6, 7 et 9 juin. En ce qui concerne l'interdiction des manifestations publiques durant le dialogue, même les organisations de la société civile en ont plusieurs fois payé les frais.**

Pour les marches des 6, 7 et 9 juin 2018, le gouvernement et les organisations se sont une fois encore opposés sur la question des itinéraires. La preuve, les trois jours de manifestations prévues ont été déjà étouffés dans l'œuf par les forces de l'ordre et de sécurité dotés d'un impressionnant dispositif sécuritaire pour empêcher tout rassemblement. On ne défie pas l'autorité de l'Etat, dit-on. Les manifestants n'ont même pas eu le temps de se rassembler jusqu'à marquer un seul pas dans le cadre de ces marches.

Face à cette situation, qui s'est vue enfoncer le clou jeudi par la position du président français, Emmanuel Macron au sommet du G7 à Montréal au Canada, qui demandait aux togolais d'aller aux élections, lorsque ceux de la diaspora l'ont une fois encore interpellé sur la situation politique qui prévaut au Togo, la coalition des 14 partis politiques

ne ferait-elle mieux de changer de fusil d'épaulé en exigeant plutôt du pouvoir en place l'amélioration du cadre électoral qui puisse garantir des élections libres et transparentes dont les résultats seront acceptés par tous lors du prochain round du dialogue annoncé par les émissaires des facilitateurs et le président de la commission de la CEDEAO à une rencontre avec les protagonistes le samedi dernier à Lomé?

C'est du moins l'avis de bons nombre d'observateurs de la situation politique togolaise qui estiment qu'il revient aujourd'hui à l'opposition notamment la coalition de changer de stratégie au lieu de se cantonner sur la même chose depuis 28 ans où la lutte pour l'alternance à la tête de l'Etat a été amorcée. D'autres encore pensent que ce regroupement de partis politiques devrait donner une nouvelle chance au dialogue supposé être convoqué très

prochainement, non pas pour continuer par revendiquer le retour à la Constitution de 1992 qui constitue la pomme de discorde entre elle et le régime en place, mais plutôt œuvrer pour obtenir du moins, la révision en bonne et due forme du cadre électoral qui puisse garantir des élections équitables et transparentes dont les résultats seront acceptés par tous et procéder de fond en comble à un travail de terrain en vue d'une véritable mobilisation de la population pour les consultations électorales à venir.

Tout compte fait, vu contexte actuel l'on ne peut plus se voiler la face et refuser de regarder la vérité en face. Il est clair que c'est à ce seul prix que la coalition pouvait venir à bout de sa lutte si réellement la majorité du peuple togolais est derrière elle. Pour y arriver, elle devra nécessairement faire des lobbyings auprès de la communauté internationale afin qu'elle exerce une

pression sur le pouvoir pour que tout au moins le cadre électoral soit bien assaini et garantir pour une première fois, des élections libres et transparentes dont les résultats ne seront plus contestés.

Sur un autre point de vue, la C14 n'a plus d'alternative crédible pour amener la communauté internationale à sa cause. Les marches et autres stratégies qu'elle utilise ne vont pas en sa faveur. Elle parle de transition ou de changement du pouvoir. A-t-elle déjà préparé l'après le régime des Gnassingbé. Il y a quelques mois cette question d'alternance a été posée à une délégation de cette coalition conduite par Jean Pierre Fabre par une le Commission Interparlementaire. Il était question également de savoir que fera-t-on de l'armée qui occupe une place importante dans la vie de la nation togolaise, le chef de file de l'opposition a été incapable de répondre à cette question. Alors, à part les mêmes stratégies utilisées depuis 28 ans, à savoir, marches, meetings, conférence de presse, voyages vers la diaspora, il manque sérieusement une alternative sérieuse à cette opposition. Pour le moment on l'impression qu'elle tâtonne en croyant que c'est en criant à qui veut les entendre que le pouvoir va changer de main.

Au regard de toutes ces analyses, les stratégies de l'opposition qui sont prises dans le but de défier le pouvoir en place alors qu'elle n'a pas les moyens de sa politique, ne sont plus d'actualité. L'on a eu à marcher dans ce pays pendant des années sans rien obtenir. Après même la relance de ces marches par le PNP l'on croyait que les Togolais allaient voir le bout du tunnel. Mais c'est toujours les mêmes résultats. Rien ne bouge. Et ceux les adeptes de ces marches veulent que les Togolais continuent de prendre la rue jusqu'en 2020 et pour quel résultat. Les journées « Togo mort » ou « villes mortes » on en a connu. Seulement toutes ces initiatives de l'opposition ne font que ruiner l'économie du pays. Cette journée « Togo mort » prévue par la Coalition risque d'être un fiasco et va sonner le glas de ce regroupement. Se trouvant devant l'incapacité de reprendre les marches, la C14 avait organisé des week-ends de remobilisation de ses militants pour reprendre les marches, mais tout ça n'a rien donné. Alors ce qu'il faut aujourd'hui pour cette C14 c'est de faire le bilan de ces manifestations et de conclure à l'échec de sa lutte et tourner le regard vers autre chose. L'intérêt de toute la nation en dépend.

A. I.

## MAINTIEN DE FAURE GNASSINGBÉ À LA TÊTE DE L'INSTITUTION SOUS-RÉGIONALE La présidence dément les informations de tractations des diplomates togolais auprès de la CEDEAO

**Dans un communiqué rendu public mardi 12 juin 2018, la Présidence de la République à travers sa cellule de communication, a démenti «formellement» une information abondamment commentée ces derniers jours sur les réseaux sociaux et faisant état de « tractations » diplomatiques qui seraient en cours pour maintenir le Président de la République, Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO après son mandat. Une information reprise par plusieurs journaux de la place.**

«Aucun diplomate togolais ne se prêterait à un jeu en faveur du maintien du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO ou encore pour briguer un second mandat. C'est un pur mensonge». C'est ce qu'a fait savoir le service de communication de la présidence de la République dans une note dans laquelle il apporte un démenti formel à l'information selon laquelle, les diplomates togolais seraient à pied d'œuvre pour permettre au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé de conserver la présidence de la CEDEAO pour les 12 prochains mois.

Pour la présidence de la République, se prêter à un tel jeu, c'est méconnaître les règles du fonctionnement de l'institution sous-régionale.

« Il n'appartient pas à un Etat, lui seul selon ses propres ambitions de faire des pieds et des mains pour être président ou non de la CEDEAO, surtout pour briguer un second mandat à la tête de l'institution », précise la note.

Même si cette option serait possible, ce serait sur l'accord de la conférence des Chefs de la CEDEAO.

La présidence estime qu'il s'agit d'une désillusion que nourrit l'opposition qui sait pertinemment que l'alternance à la tête de cette institution se fait sur des règles bien définies.

Pour finir, le communiqué rappelle que les «solutions à la crise doivent être trouvées par les togolais eux-mêmes



avec l'aide de la communauté internationale dont la CEDEAO ».

Il faut rappeler que depuis quelques jours, des rumeurs les plus persistantes font état de ce que Faure Gnassingbé va être reconduit pour les 12 mois prochains sous prétexte que le siège de la CEDEAO se trouve au Nigéria et donc le Président Buhari qui est pressenti succéder à Faure Gnassingbé ne le pourra pas. Or lorsqu'on retourne dans les archives de l'instance sous-régionale l'on peut aisément voir que le Nigéria a eu à plusieurs reprises occupé le fauteuil de la présidence en exercice de la CEDEAO.

Le démenti de la cellule de la communication vient situer les uns et les autres sur le fonctionnement de la CEDEAO. Tout se décide à la conférence des chefs d'Etat.

T.B.

## CRISE TOGOLAISE

### Après les tergiversations de la classe politique togolaise Les Togolais mettent leur espoir sur le prochain sommet de la CEDEAO

**La commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, conduite par Jean-Claude Brou, accompagnée d'une délégation des présidents ghanéens et guinéens, était à Lomé il y a quelques jours pour rencontrer la coalition des quatorze partis politiques de l'opposition togolaise et une délégation du parti au pouvoir, Union pour la République. Objectif : faire le point sur la crise politique que traverse le pays depuis août 2017, mais surtout de préparer les futures rencontres avec les deux chefs d'Etats facilitateurs.**

«Déontologiquement, lorsqu'il y a un conflit entre deux parties et que l'on veut prendre position, on écoute les deux parties. Non seulement on écoute les deux parties, mais on prend également position en toute objectivité, en toute liberté, sans la présence des deux parties. Cela n'a pas été le cas samedi... Même pour régler la crise de la Guinée Bissau, on a fait venir l'opposition. Le chef de l'opposition a été consulté et on l'a écouté. Mais on ne l'a pas fait pour nous. Enfin on verra. Nous, nous savons ce que nous voulons. La lutte continue». C'est ainsi que s'exprimait, mi-avril dernier, la coordinatrice de la coalition des quatorze partis de l'opposition togolaise (C14), Brigitte Adjamagbo-Adjamagbo. Elle dénonçait alors ce qu'elle avait appelé un «vice» dans la démarche de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui, suite à son sommet extraordinaire à Lomé, s'était penchée sur le cas togolais. Ce samedi 2 juin, l'organisation sous-régionale ouest-africaine a fini par rectifier son tir.

#### Jean-Claude Brou et sa commission à Lomé

La commission de la CEDEAO, avec à sa tête, Jean-Claude Brou, et accompagnée d'une délégation des deux facilitateurs de la crise politique du Togo, Nana Akufo-Addo et Alpha Condé, a échangé avec la C14 et une délégation du parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR). Au cours de cette rencontre, il a été question de faire le point sur la crise politique qui secoue le pays depuis le 19 août 2017, mais aussi d'évoquer les voies et moyens de sortie de crise.

«L'objectif de ces échanges est de préparer les rencontres futures avec les

deux chefs d'Etats facilitateurs. Nous avons surtout noté l'engagement des deux parties à œuvrer et à poursuivre le dialogue en vue d'arriver à un accord sur la situation au Togo», a déclaré Jean-Claude Brou à l'issue des échanges.

«Après avoir écouté l'ensemble des parties, nous allons travailler sur un projet de feuille de route qui sera soumis aux deux chefs d'Etat. Cette feuille de route va servir de base pour les discussions qui auront lieu avec les deux facilitateurs», a-t-il ajouté.

«Les membres des deux délégations nous ont expliqué le contenu du mandat ainsi que la mission qui a été confiée aux deux facilitateurs, afin qu'avec l'appui de la commission de la CEDEAO, ils puissent préparer les propositions de recommandations qui seront examinées lors du prochain sommet de la CEDEAO», a pour sa part déclaré le ministre Gilbert Bawara, porte-parole du gouvernement qui a participé aux échanges. Selon lui, la rencontre leur a permis de réaffirmer leur volonté et leur engagement à s'inscrire «pleinement et scrupuleusement» dans le cadre et l'esprit de la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO du 14 avril dernier, qui a donné des indications sur les sujets qui devraient faire l'objet des réformes.

#### Rien ne sera imposé

Le président de Côte d'Ivoire a commenté la situation politique au Togo. Dans un entretien accordé à Jeune Afrique, il évoque les pourparlers sous la houlette de la CEDEAO et indique que l'organisation régionale fera un bilan de la facilitation lors de son prochain sommet dans le courant du mois de juin. Etant impliqué dans la médiation, qu'avez-vous dit à Faure Gnassingbé,

demande le journal à Alassane Ouattara.

« Les chefs d'Etat de la CEDEAO lui ont dit, à l'occasion du sommet qui s'est tenu à Lomé en mars, que le Togo devait renforcer le processus démocratique en limitant à deux le nombre de mandats présidentiels – ce que le président a accepté – et en instaurant une élection à deux tours dans l'hypothèse ou aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue au premier tour (...) Tout cela devra faire l'objet d'un accord entre le pouvoir et l'opposition pour aboutir à des élections dont les résultats seront reconnus par tous », explique le leader ivoirien.

S'agissant de la limitation des mandats présidentiels, il faut rappeler que, non seulement Faure Gnassingbé a accepté son principe, mais que les députés de la majorité ont voté en septembre 2017 le projet de réforme constitutionnelle. Ce point est donc acté.

M. Ouattara indique également que c'est aux Togolais de dire si Faure Gnassingbé peut se représenter en 2020.

« Nous n'avons pas à leur imposer quoi que ce soit. Il faut que le président Faure et ses concitoyens décident ce qui est bon pour le Togo ».

Alassane Ouattara conclut cette parenthèse togolaise en faisant part de son optimisme sur l'issue de la crise.

Aujourd'hui, tous les regards sont tournés vers le sommet de la CEDEAO auquel, les Togolais trouvent leur sauveur. Parce que pour eux la classe politique togolaise a échoué dans la recherche de la solution. Ce qui a conduit l'institution régionale à se saisir du dossier. Et malheureusement, la CEDEAO va décider pour le Togo et cette décision sera imposable à l'ensemble des Togolais. C'est dommage mais, c'est ça. Quand des Togolais eux-mêmes sont incapables de se parler et de trouver une solution à leurs problèmes par eux-mêmes.

Tassou Bagoudou



LES 10 MEILLEURS MINISTRES AFRICAINS DES FINANCES

Le Togo dans le Top 10 avec Sani Yaya

Les impératifs de l'inclusion financière et du développement du potentiel entrepreneurial sont devenus inévitables dans l'érection des modèles de développement en Afrique. Dans le contexte inextricable des innovations en matière de finance et de technologie, il y a une nécessité grandissante

que les ministères de l'économie et des finances demeurent pertinents et efficaces en termes de régulation, et de conformité aux exigences du marché. Au-delà du réexamen du modèle publique, il se dégage des actions précises que l'API recommande à travers sa gamme d'indicateurs.

Les 10 meilleurs ministres africains des Finances. Par Africa Performance Index (API), Accra (Ghana)

L'Africa Performance Index (API) identifie une dynamique différente de la performance des pouvoirs exécutifs africains à travers leurs ministères de l'économie et des finances.

Pour cette troisième édition, deux évolutions significatives sont à noter au niveau de l'index. Premièrement, l'élargissement de nos analyses à tous les pays africains au lieu de la zone franc CFA ou des régions centrales et ouest africaines comme ce fut le cas lors des éditions précédentes. En second lieu, les dimensions traditionnelles à savoir le cadre institutionnel et fiscal, les facteurs économiques endogènes ont été complétées par une nouvelle dimension: l'Infrastructure Financière Digitale.

Les impératifs de l'inclusion financière et du développement du potentiel entrepreneurial sont devenus inévitables dans l'érection des modèles de développement en Afrique. Dans le contexte inextricable des innovations en matière de finance et de technologie, il y a une nécessité grandissante que les ministères de l'économie et des finances demeurent pertinents et efficaces en termes de régulation, et de conformité aux exigences du marché. Au-delà du réexamen du modèle publique, il se dégage des actions précises que l'API recommande à travers sa gamme d'indicateurs.

Le Top 10

Essentiellement, les ministères de l'économie et des finances de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est ont fait bouger l'Afrique cette année. L'API révèle dix pays qui ont su maîtriser les équilibres macroéconomiques, avec des taux de croissance supérieurs à 5% qui devancent leurs croissances démographiques. Le défi commun qui demeure est celui du maintien du rythme de croissance. Il faut rappeler qu'entre autres facteurs, les pays africains ne se développeront que s'ils parviennent à soutenir des taux de croissance avoisinant 10% sur au moins une décennie. Au niveau institutionnel, il y a un besoin grandissant du développement de compétences et des innovations qui permettraient d'imprimer une

direction claire à l'action publique en fonction des besoins des petites entreprises et du secteur informel aux échelles nationales.

- 1.Burkina, 53%
2.Sénégal, 52%
3.Tanzanie, 48%
4.Ethiopie, 47%
5.Kenya, 46%
6.Rwanda, 45%
7.Niger 43%
8.Guinée 43%
9.Cote d'Ivoire 42%
10.Togo, 41%

Facteurs Endogènes: Burkina, Ethiopie, Guinée

La palme d'or dans la gestion de la croissance va au Burkina Faso qui, malgré une baisse des recettes fiscales et une hausse des dépenses sécuritaires réussit le pari de la reprise économique après un épisode d'instabilité politique et une campagne agricole 2015 peu fructueuse. En effet, parti de 4% en 2015, le Burkina enregistre cette année la meilleure croissance économique en Afrique avec plus de 8% devant l'Ethiopie (8%), la Cote d'Ivoire et la Tanzanie (7,3%). Le Burkina a également à son actif, la création d'un écosystème entrepreneurial qui gravite autour de 6500 petites entreprises créées chaque année.

L'Ethiopie, pour sa part, consent des efforts en termes de développement industriel, et des réformes de nature à améliorer le climat des affaires. La croissance du secteur agricole a par contre été compromise par la sécheresse et l'inflation reste une menace. Quant à la Guinée, son rebond économique s'explique par l'apaisement des tensions politiques et la fin de la crise Ebola. On remarque par ailleurs une baisse concrète de l'inflation. Le Niger fait également mention honorable en termes de relèvement économique.

Infrastructure Financière Digitale: Kenya, Sénégal, Cote d'Ivoire, Tanzanie, Togo

L'API recense quatre déterminants qui favorisent la construction de l'infrastructure financière digitale quasi inexistante dans les pays africains. Il s'agit(i) des centres d'Innovation, (ii) de l'organisation de dialogues publics sur les technologies financières et de régulation, (iii) de la création de Sandbox, c'est-à-dire un environnement digital sécurisé pour expérimenter l'offre de services financiers innovants, (iv) d'outil

national de vérification digitale d'identité.

Au niveau de cette dimension d'évaluation de l'action des ministères de l'économie et des finances, les scores sont faibles et se trouvent entre 10 et 40%. Le Kenya et le Sénégal prennent cependant le pas en raison de leur pépinière d'innovation technologique qui se développe à travers des incubateurs et accélérateurs d'entreprise, des espaces de co-création pour entrepreneurs et autres centres d'innovations. En réalité, il existe seulement un peu plus de 300 centres d'innovation en Afrique à l'heure actuelle, avec 54 en Afrique du Sud, 27 au Kenya, 16 au Ghana, et 10 au Sénégal entre autres.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Tanzanie et le Togo se démarquent aussi grâce à l'organisation de dialogues publics sur le futur de la finance, des régulations financières et de l'inclusion financière. Il faudra cependant porter l'effort au-delà des dialogues.

Cadre Institutionnel et Fiscal: Rwanda, Cote d'Ivoire, Sénégal

L'Afrique s'améliore sur le plan de la gouvernance économique et politique. Les meilleurs élèves du API ne manquent pas de s'investir dans une planification minutieuse des objectifs institutionnels, et du respect des directives communautaires. Le Rwanda, la Côte d'Ivoire et le Sénégal sont des exemples en la matière mais les autres pays ne sont pas du reste avec des scores entre 50 et 70%. Il faut noter par ailleurs qu'en termes de transparence et de communication institutionnelle des efforts doivent être consentis.

Recommandations et perspectives RegTech

Les ministères de l'économie et des finances ont besoin de s'informer en temps réel sur les processus de prise de décision des entreprises nationales et étrangères. Ils ont également la responsabilité de renforcer la compétitivité de ces entreprises, quelles que soient leurs tailles. Dans le même temps, ils ont besoin d'assurer que les consommateurs sont protégés. La mise en place d'un écosystème digital

Sani Yaya, Togo

K
P
A
K
P
A
T
O

QUI T'A DEMANDÉ?

Mon ami, c'est comment que ? Et la pluie qui pleut chaque toujours chez vous là-bas ? Comment tu te débrouilles ? Tu as une pirogue ? Quelqu'un m'a dit que dans chez vous là-bas, on a fait trous et puis on cimenté dedans pour que l'eau de pluie va couler jusqu'à ça va tomber dans nouveau grand lac qu'on a construit. Ce qui veut dire que maintenant, chez vous là tout va bien. L'eau ne va plus rentrer dans vos maisons et vos chambres quand la pluie pleut. Bravo ! Donc il faut que toi tu n'a qu'à me saluer le « gouverne et mange » qui a pensé à vous. Parce désormais quand vous allez voir que le ciel s'alourdit pour que la pluie pleut, vous n'allez plus avoir peur. Wallaï ! Mon ami comment est-ce que vous faites dans chez vous et puis vous donnez construction de grande maison à étage jusqu'à plus de cinq niveaux à des maçons qui vont voler ciment et fer maaa ? Voilà ce que ça donne. A la fin, immeuble mal construit et les blocs et les murs en haut en haut de l'étage vont commencer par tomber sur les gens pour les tuer. Quand quelqu'un veut manger il pense à ses intérêts sans penser à la vie des autres, on ne peut qu'assister ce qui est arriver aux gens avec grand grand étage mal construit à Assigamé. Bon il faut oublier les gens là, on va régler leur problème. Quelqu'un m'a raconter l'histoire de ce monsieur. AGALAWAL : Il ne faut pas rire seul hein : Il dit : «Pour draguer une fille maintenant c'est simple, tu regardes dans son visage et tu lui dis. "BB, l'amour que j'ai pour toi surmonte Gassama, parceque tu as grimpé 4 étages de mes sentiments, pour empêcher mon coeur de mourir. J'aimerais te recevoir dans l'Élysée de mon esprit pour te donner la nationalité de mes pensées et faire de toi le pompier qui me sauvera des feux de l'amour." Si elle n'a pas accepter c'est quelle est possédé.

Togomètre

En forme

Ayi Renaud Dossavi-Alipoeh

Lui, c'est le vainqueur du concours d'écriture de la BAD dans la catégorie de la langue française. En effet, au dernier jour de ses Assemblées annuelles qui se déroulaient à Busan (Corée du Sud), la Banque africaine de développement (BAD) a célébré la semaine dernière la Journée de l'Afrique. Point d'orgue de cette commémoration, la cérémonie de remise de prix aux vainqueurs du concours d'écriture que la Banque a lancé en février dernier, sur le thème L'Afrique de mes rêves. Sur plus de 2 000 candidatures reçues, quatre finalistes se sont distingués par la qualité de leur texte et leur créativité. Invités par la BAD, les lauréats ont reçu leur trophée des mains du président de la Banque Akinwumi Adesina. Les deux grands vainqueurs du concours sont une Zimbabwéenne, Geraldine Mukumbi, pour la catégorie langue anglaise, et un Togolais, Ayi Renaud Dossavi-Alipoeh, pour la langue française. En deuxième place, viennent deux ressortissants de pays francophones : si elle est née et a grandi à Abidjan, l'Ivoirienne Ramatou Ly, qui poursuit un doctorat aux États-Unis, a préféré s'exprimer en anglais. En langue française, c'est un Burkinabé qui s'est distingué, Cédric Somé, qui travaille aujourd'hui dans les ressources humaines dans un cabinet international au Sénégal. Le Togolais Ayi Renaud Dossavi-Alipoeh est diplômé en biologie mais voue son existence à l'écriture, avec à son actif la tenue d'un blog et déjà cinq ouvrages parus. Des vainqueurs qui incarnent une Afrique diverse, compétente et mobile, souligne la BAD.

En panne

Bebou Yanissou

Lui, c'est un autre arbitre togolais qui a été cité dans une affaire de corruption dans une enquête menée par les confrères de la BBC et du journaliste d'investigation Anas Aremeyaw. Une vidéo a donc été produite par ces confrères, dénonçant une corruption de haut niveau incriminant plusieurs personnalités du football africains dont l'arbitre Togolais Bebou Yanissou. Pour 2 000 \$, 1 000 000 de FCFA, l'arbitre togolais aurait selon la vidéo accepté changer le cours d'un match. Cette somme a été partagée entre ses collègues du jour. Cette somme selon les informations, est très loin de ce gagnent individuellement les arbitres internationaux en match officiel. Programmé pour être le quatrième arbitre de la Finale de la Coupe du Togo, il a été purement et simplement remplacé par la FTF. Il sera bientôt écouté par la FTF, a fait attendre le Secrétaire Général de la fédération, Pierre Lamadokou sur Taxi Fm, une radio de la place, samedi dans l'émission, Agora du foot. Encore une nouvelle affaire qui vient ternir l'image du football togolais qui lutte pour sortir la tête de l'eau. Rappelons qu'un membre de la Fédération Togolaise de Football avait été sanctionné pour des faits similaires il y a quelques semaines. Bebou Yanissou est aujourd'hui dans de beaux draps. Comment 250.000 fcfa seulement, l'on peut accepter de changer le cours d'un match. C'est déplorable. Vaux mieux de garder sa dignité que de se laisser trainer dans la boue comme ça pour des miettes.



## INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS** DISPONIBLE DANS  
LES ZONES SUIVANTES

- ☑ **AGOÈ,**
  - ☑ **BAGUIDA,**
  - ☑ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
  - ☑ **FOREVER,**
  - ☑ **ZONE PORTUAIRE,**
  - ☑ **ABLOGAME,**
  - ☑ **KODJOVIKOPÉ,**
  - ☑ **NYÉKONAKPOÈ,**
  - ☑ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**
- & DANS LES AUTRES CITÉS**

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS  
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM  
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**